

|  |  |
| --- | --- |
| **Actions** | **État d’avancement** |
| **I. Un environnement de sécurité à l’épreuve du temps (infrastructures critiques, cybersécurité, espaces publics)** |
| * Proposition de directive relative à la résilience des entités critiques
 | * À adopter par la Commission en décembre 2020.
 |
| * Révision de la directive SRI
 | * À adopter par la Commission en décembre 2020.
 |
| * Législation transsectorielle sur les services financiers en ce qui concerne la cyber-résilience et la résilience opérationnelle
 | * Adoptée par la Commission le 23.9.2020.
 |
| * Résilience des infrastructures énergétiques critiques
 | * Consultation en cours des opérateurs du secteur de l’énergie concernés et des États membres
 |
| * Code de réseau sur la cybersécurité pour les flux transfrontaliers d’électricité
 | * L’adoption par la Commission est prévue pour 2022.
 |
| * Une stratégie européenne de cybersécurité
 | * À adopter par la Commission en décembre 2020.
 |
| * Modification des instruments de coopération judiciaire de l’UE en vue de leur numérisation
 | * L’adoption par la Commission est prévue au quatrième trimestre 2021.
 |
| * Création d’une unité conjointe de cybersécurité
 | * Stratégie en matière de cybersécurité à adopter en décembre 2020.
 |
| * Règles communes en matière de sécurité de l’information et de cybersécurité pour les institutions, organes et organismes de l’UE
 | * L’adoption par la Commission prévue au quatrième trimestre 2021.
 |
| * Renforcement de la coopération en vue de la protection des espaces publics, y compris des lieux de culte
 | * Programme de lutte contre le terrorisme pour l’UE, à adopter le 9 décembre 2020.
 |
| * Mise en commun des bonnes pratiques en matière de lutte contre l’utilisation abusive des drones
 | * En cours.
 |
| **II. Adaptation à l’évolution des menaces (cybercriminalité, services répressifs modernes, contenu illicite en ligne, menaces hybrides)** |
| * Veiller à la mise en œuvre intégrale et adaptée de la législation sur la cybercriminalité (directive 2013/40/UE)
 | * Les procédures d’infraction et les préparatifs en vue de procédures supplémentaires sont en cours.
 |
| * Renforcer les capacités des services répressifs et judiciaires dans les enquêtes numériques
 | * Le plan d’action pour le renforcement des capacités numériques aux fins de l’application de la législation est en préparation et doit être adopté en 2021.
 |
| * Stratégie de l’UE en faveur de la lutte contre les abus sexuels commis sur des enfants
 | * Adoptée par la Commission le 24.7.2020.
 |
| * Propositions en matière de détection et de suppression des contenus pédopornographiques
 | * Proposition à court terme: adoptée par la Commission le 10.9.2020.
* Proposition à long terme: travaux en cours – l’adoption est prévue pour le deuxième trimestre 2020.
 |
| * Définir une approche de l’UE en matière de lutte contre les menaces hybrides: intégrer les considérations relatives aux menaces hybrides dans l’élaboration des politiques
 |  |
| * Révision du protocole opérationnel de l’UE pour la lutte contre les menaces hybrides («EU Playbook»), SWD(2016) 227
 |  |
| * Proposition législative sur la numérisation de la coopération judiciaire transfrontière (voir le programme de travail de la Commission pour 2021)
 | À adopter par la Commission au quatrième trimestre 2021. |
| **III. Protéger les Européens contre le terrorisme et la criminalité organisée** |
| * Un programme de lutte contre le terrorisme pour l’UE
 | * Adopté par la Commission le 9.12.2020.
 |
| * Négociations avec les pays tiers en vue de la coopération avec Europol
 | * Les négociations avec la Turquie sont en cours. Le 13 mai 2020, le Conseil a autorisé l’ouverture de négociations avec la Nouvelle-Zélande.
 |
| * Ouverture de négociations avec 10 pays tiers en vue d’une coopération entre ces derniers et Eurojust
 | * Une recommandation en vue de l’adoption d’une décision du Conseil autorisant les négociations avec 10 pays tiers a été transmise au Conseil le 19 novembre 2020 et est en attente d’autorisation.
 |
| * Parquet européen: recommandation relative à des accords de coopération avec certains pays tiers
 | * Recommandation en vue de l’adoption d’une décision du Conseil autorisant l’ouverture de négociations aux fins de la conclusion d’accords de coopération entre le Parquet européen et certains pays tiers.
* L’adoption est prévue au deuxième trimestre 2021.
 |
| * Un programme de lutte contre la criminalité organisée, y compris la traite des êtres humains
 | * Des consultations ciblées ont eu lieu.
* L’adoption est prévue au premier trimestre 2021.
 |
| * Programme et plan d’action antidrogue de l'UE 2021-2025
 | * Adopté par la Commission le 24.7.2020.
 |
| * Révision du mandat de l’Observatoire européen des drogues et des toxicomanies
 | * Publication de l’analyse d’impact initiale et clôture de la période de consultation le 31.7.2020.
* L’adoption est prévue au premier trimestre 2021.
 |
| * Plan d’action de l’UE en matière de lutte contre le trafic d’armes à feu pour la période 2020-2025
 | * Adopté par la Commission le 24.7.2020.
 |
| * Rapport de la Commission sur l’application de la directive sur les armes à feu
 | * L’adoption est prévue au premier trimestre 2021.
 |
| * Révision du règlement sur les autorisations d’exportation et sur les mesures concernant l’importation et le transit d’armes à feu
 | * L’adoption est prévue au quatrième trimestre 2021.
 |
| * Révision de la directive concernant le gel et la confiscation des produits du crime
 | * L’adoption est prévue au quatrième trimestre 2021.
 |
| * Proposition de directive relative aux bureaux de recouvrement des avoirs
 | * L’adoption est prévue au troisième trimestre 2021.
 |
| * Révision de la directive 2008/99/CE relative à la protection de l'environnement par le droit pénal
 | * L’adoption est prévue au quatrième trimestre 2021.
 |
| * Plan d'action de l'UE contre le trafic de migrants pour la période 2021-2025
 | * Des consultations sont en cours.
* L’adoption est prévue au deuxième trimestre 2021.
 |
| **IV. Un solide écosystème européen de la sécurité** |
| * Renforcement du mandat d’Europol
 | * Adopté par la Commission le 9.12.2020.
 |
| * Révision des décisions Prüm
 | * L’adoption est prévue au deuxième trimestre 2021.
 |
| * Un «code de coopération policière» de l’UE et la coordination policière entre les services de police en temps de crise
 | * L’adoption est prévue au quatrième trimestre 2021.
 |
| * Réexamen de la directive concernant l’information préalable sur les passagers
 | * L’adoption est prévue au deuxième trimestre 2021.
 |
| * Échange d’informations numériques sur les affaires de terrorisme transfrontières
 | * L’adoption est prévue au quatrième trimestre 2021.
 |
| * Plateforme de collaboration informatique pour les équipes communes d’enquête
 | * L’adoption est prévue au quatrième trimestre 2021.
 |
| * Communication sur la dimension extérieure des dossiers passagers
 | * Feuille de route publiée le 24.7.2020.
* L’adoption est prévue au premier trimestre 2021.
 |
| * Renforcement de la coopération entre l’UE et Interpol
 | * L’adoption est prévue au premier trimestre 2021.
 |
| * Définition d’un cadre de négociation avec les principaux pays tiers en ce qui concerne le partage d’informations
 | * L’adoption est prévue au deuxième trimestre 2022.
 |
| * Amélioration des normes de sécurité pour les cartes d’identité et les documents de séjour [mise en œuvre du règlement (UE) 2019/1157]
 | * En cours (les États membres commenceront à délivrer des cartes d’identité et des documents de séjour conformément à des normes de sécurité plus strictes à partir du mois d’août 2021).
 |
| * Pôle d’innovation européen pour la sécurité intérieure
 | * Rapport prévu au quatrième trimestre 2020.
 |
| * Renforcement et amélioration de l’échange d’informations sur les casiers judiciaires (ECRIS et ECRIS-TCN)
 | * Adoption du rapport sur le fonctionnement de l’ECRIS prévu pour le quatrième trimestre 2020/le premier trimestre 2021.
* Adoption des actes d’exécution pour l’ECRIS-TCN prévue pour 2021.
 |
| * Proposition de règlement relatif au Centre européen de compétences industrielles, technologiques et de recherche en matière de cybersécurité et au Réseau de centres nationaux de coordination
 | * Négociations en cours (sous réserve de la conclusion des négociations et de l’adoption du règlement).
 |